

Le mécontentement grandit à l'égard du gouvernement argentin



Les expressions de mécontentement et de rejet envers le gouvernement du président argentin Mauricio Macri sont de plus en plus percutantes dans ce pays et à l'étranger. Les autorités argentines se livrent à une véritable chasse aux sorcières contre des dirigeants sociaux, contre des syndicalistes et contre des journalistes qui diffusent la vérité.

Cette fin de semaine l'on a publié une lettre signée par des centaines de personnalités de la région et de l'Europe dont 7 ex-présidents latino-américains. La lettre dénonce la persécution dont fait l'objet l'éditeur du quotidien « Página 12 », Víctor Santa María, qui est harcelé depuis longtemps par les appareils de la police et de la justice.

La lettre a été signée par les ex-président Rafael Correa, de l'Équateur ; Luiz Inacio Da Silva Lula et Dilma Rousseff, du Brésil ; José Mujica, de l'Uruguay ; Ernesto Samper, de la Colombie ; Fernando Lugo, du Paraguay et José Manuel Zelaya, du Honduras.

Les signataires condamnent les campagnes orchestrées par de grands médias liés au gouvernement de Macri qui ont pour but de faire taire les voix critiques, de semer la confusion et la méfiance au sein de la

société envers ceux qui mettent en cause les politiques néolibérales qui sont de nouveau appliquées dans de nombreux pays du continent.

Il signalent que la persécution politique, judiciaire et médiatique vise des journalistes, des dirigeants sociaux et syndicaux et toute personne qui n'est pas alignée sur les intérêts du gouvernement.

La situation est particulièrement tendue dans la région minière de Santa Cruz, dans la Patagonie où 200 travailleurs des Gisements Carbonifères Fiscaux ont été licenciés ces derniers jours et 550 autres figures sur la liste de ceux qui perdront leurs emplois ce qui a donné lieu à de nombreuses protestations durement réprimées par la police.

La ministre de la sécurité, Patricia Bullrich, un personnage très controversé, a annoncé des opérations conjointes dans toute la Patagonie et elle a ordonné à la police de ne demander l'autorisation à aucun juge pour agir contre les manifestants ce qui viole la Constitution de l'Argentine.

Rappelons que vers la mi-décembre 2017, la plus brutale des répressions policières depuis les dictatures militaires a été perpétrée à Buenos Aires lorsque des groupes de manifestants dont des députés de l'opposition et des journalistes ont été battus avec brutalité.

Mauricio Macri n'a pas non plus donné de réponse aux proches des membres de l'équipage du sous-marin San Juan ni sur les circonstances exactes ni sur les causes de son naufrage.

Les exigences augmentent au fur et à mesure que sont connus des documents qui mettent en cause le bon état du sous-marin quand il a été envoyé dans la région de l'atlantique sud.

D'autre part, l'on n'a pas dit pourquoi l'on n'a pas demandé l'autorisation du Congrès, comme le stipule la Constitution, pour la réalisation, dans cette zone, de manœuvres militaires conjointes avec des troupes des États-Unis, du Royaume Uni et du Chili.

Le président qui a promis aux Argentins un changement est en train de diviser chaque fois plus la société et la question que l'on commence à se poser est s'il arrivera à la fin de son mandat ou s'il aura une fin abrupte comme son prédécesseur Fernando de la Rúa.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/153770-le-mecontentement-grandit-a-legard-du-gouvernement-argentin>



Radio Habana Cuba